****



**Appel à projets national**

**2024**

**Plan d’aide à l’investissement en faveur des résidences autonomie**

****

****

**Appel à projets national 2024**

**Résidences autonomie**

La loi du 28 décembre 2015 relative à l’adaptation de la société au vieillissement a notamment pour ambition de conforter et de dynamiser les logements-foyers rebaptisés « résidences autonomie », dans le but de prévenir la perte d’autonomie, dès l’apparition des premières fragilités, notamment sociales.

Dans le cadre de cet appel à projets, l’Assurance retraite accompagne les porteurs de projets de résidence autonomie en apportant une aide à l’investissement qui vise à améliorer le cadre de vie, favoriser la vie sociale et le maintien de l’autonomie des retraités.

En 2024, le plan d’aide à l’investissement de l’Assurance retraite est abondé par une enveloppe supplémentaire, issue du Ségur de la Santé et déléguée par la CNSA.

Le présent appel à projets vise à soutenir financièrement sous conditions quatre catégories différentes de projets favorisant la modernisation des résidences autonomie :

* des projets de réhabilitation (partie 1),
* des projets d’aménagement / équipement (partie 2),
* des projets de tiers lieux (partie 3),
* des prestations intellectuelles visant à améliorer, accélérer ou rendre possible des projets de réhabilitation (partie 4).

Pour l’ensemble de ces catégories, le plan d’aide à l’investissement s’attache à porter une attention particulière, lors de la sélection des dossiers, à la prise en compte par les porteurs de projet de la nécessaire transition écologique et l’intégration dans leur projet de démarches de performance environnementale du bâtiment et d’amélioration du confort des occupants.

Ainsi, une attention particulière sera portée sur cette dimension lors de l’examen des projets proposés.

Par ailleurs, le plan d’aide à l’investissement 2024 intègre une nouvelle modalité concernant la sélection des dossiers. Ainsi, le comité interministériel des villes, qui s’est tenu le 27 octobre 2023, a annoncé plusieurs mesures en faveur des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) concernant la transition écologique, le plein-emploi, les services publics et la politique de la ville. Dans ce cadre, il a été décidé de flécher des moyens du programme d’investissement dans les résidences autonomie pour rénover et moderniser plus particulièrement les résidences situées dans des QPV. En effet, les QPV sont marqués par le vieillissement de leur population : les personnes de plus de 60 ans y représentent 17% de la population et un tiers des titulaires de bail dans le parc social.

Aussi, sous réserve qu’ils répondent par ailleurs à l’ensemble des critères décrits dans le cahier des charges de l’appel à projets, les dossiers présentés par ces établissements feront l’objet d’une attribution prioritaire de subvention.

.

1. **Projets de réhabilitation**
	1. **Critères d’éligibilité**

L’aide à l’investissement a vocation à soutenir les opérations d’investissement permettant prioritairement la modernisation et l’adaptation des résidences autonomie.

Sont éligibles à l'aide à l'investissement, les travaux de réhabilitation, modernisation, mise aux normes, restructuration, agrandissement, reconstruction, sans création de places nouvelles, qui concernent le bâti et qui ont pour objectif l’amélioration du cadre de vie, du confort et de la sécurité des résidents, ainsi que l’amélioration des performances énergétiques.

Dans le cadre de cet appel à projets, seront privilégiés les projets de réhabilitation significatifs, dont le montant de travaux est supérieur à 100 000 €.

Les résidences autonomie candidates s’engagent à proposer les prestations minimales, individuelles ou collectives définies par le décret n°2016-696 du 27 mai 2016.

Les projets doivent répondre aux exigences du plan d’aide à l’investissement, ainsi qu’aux principes directeurs de la politique de l’Assurance retraite en matière de lieux de vie collectifs, tels qu’ils sont définis par la circulaire n°2015-32 du 28 mai 2015 :

* Une réponse aux besoins locaux,
* Une offre de proximité, permettant de conserver des liens avec l’environnement social et garantissant un cadre de vie sécurisant,
* Un projet de vie sociale fondé sur le développement de la vie sociale, l’ouverture de la structure sur l’extérieur et la prévention de la perte d’autonomie. Une boîte à outils en ligne, accessible à tous les professionnels des résidences autonomies est disponible sur le portail pourbienvieillir. <https://www.pourbienvieillir.fr/residences-autonomie>
* Des prestations de qualité aux tarifs permettant l’accueil de personnes retraitées socialement fragilisées,
* Un cadre architectural de qualité, adapté aux besoins des résidents, répondant aux normes et règlementations en vigueur et s’inscrivant dans une démarche de développement durable,

Les projets ayant une dimension intergénérationnelle[[1]](#footnote-1) seront favorisés.

Les résidences autonomie s’engageront également conventionnellement à accueillir dans leurs locaux, des actions collectives de prévention, pouvant être ouvertes sur l’extérieur, organisées par les caisses de retraite dans le cadre de l’interrégime.

La réglementation impose une réduction de la consommation d’énergie finale des bâtiments à usage tertiaire (article 175 de la loi Elan et décret n°2019-771 du 23 juillet 2019 relatif aux obligations d’actions de réduction de la consommation d’énergie finale dans les bâtiments à usage tertiaire[[2]](#footnote-2)) afin de lutter contre le changement climatique.

Celle-ci impose une réduction d’au moins 40% en 2030, 50% en 2040 et 60% en 2050 par rapport à une année de référence qui ne peut être antérieure à l’année 2010.

Dans le cadre du plan d’aide à l’investissement, l’objectif à cibler pour les travaux de réhabilitation est celui prévu pour 2040, soit une réduction de 50% de la consommation d’énergie.

Enfin, les travaux financés devront par ailleurs se concrétiser avant le 30 juin 2026.

* 1. **Modalités d’attribution des financements**

Les dossiers devront pouvoir présenter un plan de financement prévoyant un cofinancement du projet (subvention Carsat, prêt aidé, subvention publique…).

Le montant de l’aide financière accordée par la caisse (subvention PAI et autres aides exemple : prêt), ne pourra pas aller au-delà de 60% du coût prévisionnel de l’opération.

L’engagement financier fera l’objet d’une convention entre la caisse régionale et le demandeur afin de garantir les meilleures conditions de réalisation du projet, une bonne utilisation des crédits et fournir les éléments de contrôle nécessaires.

Le porteur de projet devra s’assurer de ne pas bénéficier de deux dispositifs de soutien européen pour la même dépense. En effet, les fonds issus du Ségur de la Santé étant éligibles à un remboursement par des fonds européens dans le cadre du plan de relance européen, la réglementation interdit tout double financement européen pour un même projet.

La demande doit être transmise :

* à la caisse régionale compétente (cf. coordonnées des caisses en annexe 5).
* avant le démarrage des travaux (tout dossier portant sur une opération déjà démarrée sera irrecevable).
* au plus tard le **31 mai 2024,**

Elle doit comprendre les documents prévus dans la liste figurant en annexe ainsi que la fiche d’identification (cf. annexes 1 à 3).

Le porteur de projet s’attachera par ailleurs à mettre à jour la fiche synthétique de présentation de l’établissement dans la base de données Sefora.

1. **Projets d’aménagement / équipement**
	1. **Critères d’éligibilité**

Les dépenses relatives à l’aménagement d’espaces intérieurs ou extérieurs ou les projets d’équipements numériques sont également éligibles à cet appel à projets.

Les travaux d’aménagements (intérieurs, extérieurs et équipements informatiques) devront prioritairement, mais non de manière exclusive, être inclus dans le cadre d’un financement plus global de tiers lieux ou de rénovation globale.

Les résidences autonomie candidates s’engagent à proposer les prestations minimales, individuelles ou collectives définies par le décret n°2016-696 du 27 mai 2016.

Les projets doivent répondre aux exigences du plan d’aide à l’investissement, ainsi qu’aux principes directeurs de la politique de l’Assurance retraite en matière de lieux de vie collectifs, tels qu’ils sont définis par la circulaire n°2015-32 du 28 mai 2015 :

* Une réponse aux besoins locaux,
* Une offre de proximité, permettant de conserver des liens avec l’environnement social et garantissant un cadre de vie sécurisant,
* Un projet de vie sociale fondé sur le développement de la vie sociale, l’ouverture de la structure sur l’extérieur et la prévention de la perte d’autonomie. Une boîte à outils en ligne, accessible à tous les professionnels des résidences autonomies est disponible sur le portail pourbienvieillir. <https://www.pourbienvieillir.fr/residences-autonomie>
* Des prestations de qualité aux tarifs permettant l’accueil de personnes retraitées socialement fragilisées,
* Un cadre architectural de qualité, adapté aux besoins des résidents, répondant aux normes et règlementations en vigueur et s’inscrivant dans une démarche de développement durable,

Les résidences autonomie s’engageront également conventionnellement à accueillir dans leurs locaux, des actions collectives de prévention, pouvant être ouvertes sur l’extérieur, organisées par les caisses de retraite, dans le cadre de l’interrégimes.

Les projets d’aménagements et d’équipements doivent s’inscrire dans une démarche éco-responsable et de performance environnementale. Ainsi, le porteur de projets s’engage dans un objectif d’amélioration des gains énergétiques et de confort et d’une utilisation de matériaux éco-responsables.

* 1. **Modalités d’attribution des financements**

Les dossiers devront pouvoir présenter un plan de financement prévoyant un cofinancement du projet (subvention Carsat, prêt aidé, subvention publique…)

Le montant de l’aide financière accordée par la caisse (subvention PAI et autres aides exemple : prêt), ne pourra pas aller au-delà de 60% du coût prévisionnel de l’opération.

De manière dérogatoire, les projets de moins de 20 000 € concernant l’aménagement d’espaces intérieurs et extérieurs, de création d’espace numérique pourront être intégralement financés dans le cadre de cet appel à projets.

L’engagement financier fait l’objet d’une convention entre la caisse régionale et le demandeur afin de garantir les meilleures conditions de réalisation du projet, une bonne utilisation des crédits et fournir les éléments de contrôle nécessaires.

La demande doit être transmise :

* à la caisse régionale compétente (cf. coordonnées des caisses en annexe 5).
* avant le démarrage des travaux ou l’acquisition des équipements (tout dossier portant sur une opération déjà démarrée sera irrecevable).
* au plus tard le **31 mai 2024,**

La demande de financement doit comprendre les documents prévus dans la liste figurant en annexe ainsi que la fiche d’identification (cf. annexes 1 à 3).

Le porteur de projet s’attachera par ailleurs à mettre à jour la fiche synthétique de présentation de l’établissement dans la base de données Sefora.

1. **Projets de tiers lieux**

Le tiers-lieu est un espace de rencontres et d’échanges. Ouvert sur le monde, il s'apparente à une seconde « place du village ». Le tiers-lieu est un espace de possibles, mis à la disposition d’un ensemble de personnes aux profils divers ; autant d'acteurs dont les compétences sont valorisées.

Le tiers-lieu est de nature contributive : il est fondé sur la diversité, la réciprocité et le « faire ensemble ». On ne vient pas simplement y consommer un service, une animation, une activité, mais on participe à son élaboration, à la mesure de ses capacités. Son élaboration et son animation requièrent donc une organisation partagée, qui repose sur un collectif.

Les réseaux régionaux de France Tiers Lieux peuvent vous accompagner dans la définition et la construction de votre tiers lieu : <https://francetierslieux.fr/formation/reseaux-regionaux/>

* 1. **Critères d’éligibilité**

Pour que le projet soit financé dans le cadre du PAI 2024, il faudra :

* Imaginer un projet de tiers lieu convivial, citoyen, intergénérationnel basé sur la rencontre et le « faire-ensemble » ;
* S’inscrire dans une démarche de développement social local[[3]](#footnote-3) ;
* Elaborer en lien avec un ou plusieurs acteurs du territoire pour créer les conditions d’un véritable projet commun local et d’une animation partagée de l’espace « tiers-lieux » ;
* Prévoir une véritable participation des parties prenantes dans la conception et l’animation du lieu, en visant la plus grande diversité possible : habitants et acteurs du quartier, résidents de la Résidence Autonomie (et leurs proches), professionnels, commerçants, étudiants… C’est la garantie de « l’esprit tiers-lieu » ;
* Prévoir l’aménagement d’un lieu dans l’établissement accessible par des personnes extérieures à l’établissement.

Le projet doit être déposé par la résidence autonomie. Elle sera la seule attributaire de la subvention et tenue responsable de la bonne exécution du projet. Le projet doit obligatoirement impliquer un ou plusieurs partenaires locaux (publics ou privés) qui prendront une part active au projet de sa conception à son animation. La candidature commune devra se manifester par une lettre d’engagement du ou des partenaires vis-à-vis de la résidence autonomie.

Les résidences autonomie s’engagent à proposer les prestations minimales, individuelles ou collectives définies par le décret n°2016-696 du 27 mai 2016.

Elles s’engageront également conventionnellement à accueillir dans leurs locaux, des actions collectives de prévention, pouvant être ouvertes sur l’extérieur, organisées par les caisses de retraite, dans le cadre de l’interrégimes.

Par ailleurs, et dans le cadre de cet appel à projets, les projets ayant une dimension intergénérationnelle seront favorisés.

Le projet de tiers lieux devra obligatoirement être présenté en associant un projet social et un volet relatif à l’aménagement du lieu.

Le projet social comprendra notamment les modalités suivantes :

* Accueillir des activités ouvertes à un public non exclusivement résident de la Résidence Autonomie ;
* Viser l’inclusion sociale et intergénérationnelle des personnes âgées ;
* Être coconstruit grâce à la participation des futurs usagers du lieu : résidents, riverains, aidants, professionnels…
* Prévoir une gouvernance partagée du lieu entre la Résidence Autonomie et les partenaires identifiés, ainsi qu’une participation active des citoyens dans l’animation ;

Dans ce cadre, les prestations suivantes sont finançables :

* L’ingénierie de projet ;
* Les prestations de développement social local permettant de structurer le projet de tiers-lieu (design social, organisation des partenariats, dispositifs de participation…)
* La conception du programme nécessaire à l’animation du lieu ;
* Les prestations d’assistance à maîtrise d’ouvrage pour les travaux à réaliser.[[4]](#footnote-4)

Concernant la partie implantation du tiers-lieu, sont éligibles au financement les opérations suivantes :

* La restructuration, la conception, l’aménagement et/ou la mise aux normes de la partie de la Résidence Autonomie dédiée au tiers-lieu ;
* Les travaux visant à faciliter l’accès direct par l’extérieur de la partie de la Résidence Autonomie dédiée au tiers-lieu ;
* L’équipement du tiers-lieu.

Les projets qui ne comportent aucune intervention sur le bâti ne seront pas recevables, car l’objectif est d’ouvrir un espace de la Résidence autonomie vers l’extérieur. Si des travaux de restructuration ne sont pas nécessaires, il faut à minima que le projet prévoit l’aménagement et l’équipement du tiers lieu.

La réglementation impose une réduction de la consommation d’énergie finale des bâtiments à usage tertiaire (article 175 de la loi Elan et décret n°2019-771 du 23 juillet 2019 relatif aux obligations d’actions de réduction de la consommation d’énergie finale dans les bâtiments à usage tertiaire[[5]](#footnote-5)) afin de lutter contre le changement climatique. Celle-ci impose une réduction d’au moins 40% en 2030, 50% en 2040 et 60% en 2050 par rapport à une année de référence qui ne peut être antérieure à l’année 2010.

Dans le cadre du PAI, l’objectif à cibler pour les travaux de réhabilitation est celui prévu pour 2040, soit une réduction de 50% de la consommation d’énergie. Les travaux du tiers lieu portant sur le bâti devront prendre en compte cette règlementation.

S’agissant des aménagements et équipements, ils doivent également s’inscrire dans une démarche éco-responsable en limitant au maximum leur impact sur l’environnement. Ainsi, le porteur de projets s’engage dans un objectif d’amélioration des gains énergétiques et de confort et d’une utilisation de matériaux éco-responsables.

Les prestations financées (travaux, AMO, développement social local ou équipements) devront par ailleurs se concrétiser avant le 30 juin 2026.

* 1. **Modalités d’attribution des financements**

Les dossiers devront pouvoir présenter un plan de financement prévoyant un cofinancement du projet (subvention Carsat, prêt aidé, subvention publique…)

La subvention sur ces projets de tiers-lieu est de 80% maximum du coût total HT du projet sans distinction de travaux. Son montant minimal est de 25 000 € et son montant maximal de 150 000 €.

L’engagement financier fait l’objet d’une convention entre la caisse régionale et le demandeur afin de garantir les meilleures conditions de réalisation du projet, une bonne utilisation des crédits et fournir les éléments de contrôle nécessaires.

Le porteur de projet devra s’assurer de ne pas bénéficier de deux dispositifs de soutien européen pour la même dépense. En effet, les fonds issus du Ségur de la Santé étant éligibles à un remboursement par des fonds européens dans le cadre du plan de relance européen, la réglementation interdit tout double financement européen pour un même projet.

Le dossier de candidature se trouve en annexe 4 avec les pièces à joindre au dossier.

La demande doit être transmise :

* à la caisse régionale compétente (cf. coordonnées des caisses en annexe 5).
* avant le démarrage des travaux ou l’acquisition des équipements (tout dossier portant sur une opération déjà démarrée sera irrecevable).
* au plus tard le **31 mai 2024.**

Le porteur de projet s’attachera par ailleurs à mettre à jour la fiche synthétique de présentation de l’établissement dans la base de données Sefora.

1. **Financement de prestations intellectuelles**
	1. **Critères d’éligibilité**

Les dépenses relatives aux prestations intellectuelles nécessaires aux opérations de travaux sont éligibles à cet appel à projets. Sont donc éligibles les prestations intellectuelles non engagées nécessaires à la programmation technique des opérations d’investissement, notamment lors d’opérations complexes de restructuration qui s’inscrivent dans une démarche qualité. Ces études peuvent en particulier être nécessaires pour permettre la réalisation d’opérations éligibles à l’aide à l’investissement les années suivantes, l’aide aux études permettant ainsi de rendre possible ou simplement d’accélérer le projet. Il peut également s’agir d’études fondées sur les méthodologies de co-construction du projet, de type « assistance à maîtrise d’usage » (AMU[[6]](#footnote-6)) associant l’ensemble des parties prenantes dont en premier lieux les personnes concernées aujourd’hui et demain.

A titre d’exemples, les prestations intellectuelles subventionnables sont la définition de la stratégie immobilière et patrimoniale, la programmation, les études géotechniques de reconnaissance et diagnostics de pollution des sols, l’assistance à maîtrise d’ouvrage en matière d’accessibilité, l’économie de la construction, l’ordonnancement, le pilotage et la coordination du chantier, l’assistance à maîtrise d’usage,…

Les futurs projets de réhabilitation devront avoir une démarche éco-responsable et prendre en compte la règlementation qui impose une réduction de la consommation d’énergie finale des bâtiments à usage tertiaire (article 175 de la loi Elan et décret n°2019-771 du 23 juillet 2019 relatif aux obligations d’actions de réduction de la consommation d’énergie finale dans les bâtiments à usage tertiaire[[7]](#footnote-7)) afin de lutter contre le changement climatique. Celle-ci impose une réduction d’au moins 40% en 2030, 50% en 2040 et 60% en 2050 par rapport à une année de référence qui ne peut être antérieure à l’année 2010. Dans le cadre du PAI, l’objectif à cibler pour les travaux de réhabilitation est celui prévu pour 2040, soit une réduction de 50% de la consommation d’énergie.

Les prestations intellectuelles ne doivent pas avoir débuté avant la notification de l’aide financière et devront par ailleurs se concrétiser avant le 30 juin 2026.

Parmi les centrales d’achats, le Resah a développé une offre dédiée au secteur médico-sociale et peut vous accompagner dans vos projets de prestations intellectuelles : <https://www.resah.fr/Correspondants-regionaux/2/1132>

* 1. **Modalités d’attribution des financements**

Le financement pour les projets d’ingénierie est de 80% maximum du coût total hors taxes du projet.

L’engagement financier fait l’objet d’une convention entre la caisse régionale et le demandeur afin de garantir les meilleures conditions de réalisation du projet, une bonne utilisation des crédits et fournir les éléments de contrôle nécessaires.

Le porteur de projet devra s’assurer de ne pas bénéficier de deux dispositifs de soutien européen pour la même dépense. En effet, les fonds issus du Ségur de la Santé étant éligibles à un remboursement par des fonds européens dans le cadre du plan de relance européen, la réglementation interdit tout double financement européen pour un même projet.

La demande doit être transmise :

* à la caisse régionale compétente (cf. coordonnées des caisses en annexe 5).
* avant le démarrage des actions prévues dans le projet (tout dossier portant sur une opération déjà démarrée sera irrecevable).
* au plus tard le **31 mai 2024.**

Elle doit comprendre les documents prévus dans la liste figurant en annexe ainsi que la fiche d’identification (cf. annexes 1 à 3).

**Renseignements complémentaires**

**Documents de référence**

Les documents sont accessibles sur le site Internet de l'Assurance Retraite, à l'adresse [www.partenairesactionsociale.fr](http://www.partenairesactionsociale.fr) :

* Circulaire Cnav n°2015-32 du 28 mai 2015 : <https://www.partenairesactionsociale.fr/files/live/sites/ppas/files/base%20documentaire/Actualit%C3%A9s/Circulaire%20CNAV%20n%C2%B02015-32%20du%2028%20mai%202015%20LVC.pdf>
* Le guide d'Aide à la Décision pour l'Evolution des Logements-Foyers (ADEL) élaboré par l'Assurance Retraite et la Direction Générale de la Cohésion Sociale : <https://www.partenairesactionsociale.fr/files/live/sites/ppas/files/base%20documentaire/Actualit%C3%A9s/References_recommandations_Applicables_Logements-foyers.pdf>

**Annexe 1 : LISTE DES DOCUMENTS A FOURNIR**

Le dossier à fournir est composé des éléments suivants, qui sont à adapter en fonction du projet présenté :

 **Documents administratifs**

* Courrier de demande d’aide financière, cosigné par le propriétaire et le gestionnaire du logement-foyer,
* Fiche d’identification du demandeur et de la structure (conforme au modèle),
* Statuts du demandeur et extrait de délibération approuvant l’opération et son plan de financement,
* Autorisations des autorités compétentes (si requises),
* Attestation de l’URSSAF précisant que le demandeur est à jour du versement de ses cotisations sociales,
* Convention de gestion passée entre le propriétaire et le gestionnaire,
* Certificat d’éligibilité ou non au fonds de compensation de la TVA (pour les collectivités territoriales),
* Un RIB.

 **Documents techniques**

* Trame d’instruction (conforme au modèle),
* Permis de construire ou récépissé de la demande,
* Plans de situation, de masse, plans de coupe et de façade, plans des locaux au 1/100ème,
* Etat détaillé des surfaces,
* Attestations ou justificatifs de conformité aux normes en vigueur.
* Description détaillée du projet et planning prévisionnel,

 **Documents financiers**

* Kbis (pour les sociétés commerciales),
* Bilan et compte de résultat pour l’année N-1,
* Devis détaillé ou estimatif détaillé des travaux,
* Plan de financement avec copie des accords obtenus,

 **Documents relatifs à la vie dans l’établissement**

* Projet d’établissement, projet de vie sociale, planning des activités,
* Règlement de fonctionnement ou règlement intérieur,
* Contrat de séjour, livret d’accueil,
* Conventions de partenariat avec les services et établissements locaux (CLIC ou autres structures de coordination, services à domicile, établissements, associations…),
* Rapports d’évaluation interne et externe disponibles.

**Annexe 2**

**Plan d’aide à l’investissement
en faveur des résidences autonomie**

**Appel à projets national 2024**

**FICHE D’IDENTIFICATION**

* **Demandeur :**
* Raison sociale**:**
* Adresse **:**
* Tel /courriel :
* Statut juridique :
* N° FINESS et/ou SIRET :
* Nom et qualité de la personne légalement habilitée à signer la convention d’attribution d’aide financière et ses coordonnées :
* Nom et qualité de la personne en charge du dossier et ses coordonnées :
* **Résidence autonomie concernée :**
* Dénomination :
* Adresse :
* N° FINESS et/ou SIRET :
* **Propriétaire des locaux :**
* Demandeur
* Autre, à préciser :
	+ - Raison sociale :
		- Adresse :
		- Statut juridique :
* **Gestionnaire de l’établissement :**
* Demandeur
* Autre, à préciser :
	+ - Raison sociale :
		- Adresse :
		- Statut juridique :
		- n° finess

**Annexe 3**

**Plan d’aide à l’investissement
en faveur des résidences autonomie**

**Appel à projets national 2024**

**MODELE DE TRAME D’INSTRUCTION**

**RESIDENCE AUTONOMIE**

**NOM DE LA STRUCTURE**

Objet de la demande :

# 1. STRUCTURE CONCERNEE

Dénomination et adresse

# 2. IDENTIFICATION

|  |  |
| --- | --- |
| Propriétaire  |  |
| Gestionnaire  |  |
| Propriétaire du terrain  |  |
| Capacité autorisée |  |
| Signature du CPOM  | Date de signature  |
| Forfait autonomie  | OUI – NON et montant  |
| Forfait Soins  | OUI – NON et montant |
| Habilitation à l’aide sociale départementale  | OUI - NON (si non motif du refus) |
| Nombre de places habilitées |  |
| Convention APL | OUI - NON |
| Accueil de bénéficiaires de l'ALS  | OUI - NON |

# 3. CARACTERISTIQUES GENERALES

|  |  |
| --- | --- |
| Année d’ouverture  |  |
| Nombre de bâtiments |  |
| Nombre d'étages |  |
| Nombre d’ascenseur(s) |  |
| **Surfaces** |
| Surface totale  |  |
| Surface et nombre des logements :* X T1
* X T2
* X Hébergement temporaire
 |  |
| Surface des locaux collectifs  |  |
| **Réglementations techniques** |
| Conformité avec la réglementation en vigueur  | Oui – Non  |
| Diagnostics réalisés (accessibilité, amiante, hygiène, sécurité incendie, etc.) | Oui – Non (à préciser) |

# 4. ENVIRONNEMENT

|  |
| --- |
| **Implantation géographique** |
| Localisation de la résidence | Urbain, rural, péri-urbain |
| Proximité des commerces, des services et des transports |  |
| Mise à disposition d’un moyen de transport  |  |
| **Environnement gérontologique et sanitaire à proximité**  |
| Centre hospitalier  | Oui - Non |
| EHPAD | Oui - Non |
| Service de Soins Infirmiers A Domicile  | Oui - Non |
| Service d’aide à domicile  | Oui - Non |
| Professionnel de santé | (à préciser) Oui - Non |
| EHPA | Oui - Non |
| Intégration dans une filière gériatrique  | Oui - Non |

**Tarifs d'hébergement avant travaux :**

|  |  |
| --- | --- |
| **LOGEMENTS** | **Montant du loyer mensuel****(toutes charges comprises)** |
| Logement type studio / T1 | € |
| Logement type T2 | € |
| Autres | € |
| Hébergement temporaire | € |

Préciser par qui est fixé le prix de journée :

|  |  |
| --- | --- |
| **Nature des charges incluses dans le loyer** | **%** |
| Dépenses afférentes à l’exploitation courante (produits d’entretien, eau, électricité, chauffage, alimentation, fournitures administratives, frais de télécommunication, etc.) | **%** |
| Dépenses afférentes au personnel (rémunérations + charges sociales) |  **%** |
| Dépenses afférentes à la structure (locations immobilières, taxes foncières, entretien, réparations, maintenance, assurance, etc.) | **%** |

**Prestations minimales à proposer dans le cadre de la Loi ASV**

|  |  |
| --- | --- |
| **Descriptif des prestations** | **Oui/non** |
| Prestations d’administration générale (gestion administrative du séjour)  |  |
| Mise à disposition des résidences de logements privatifs avec les connectiques nécessaires pour recevoir la télévision et installer le téléphone |  |
| Mise à disposition et entretien de locaux collectifs |  |
| Accès à une offre d’actions collectives et individuelles de prévention de la perte d’autonomie :* au sein de l’établissement
* à l’extérieur de celui-ci
 |  |
| Accès à un service de restauration par tous moyens |  |
| Accès à un service de blanchisserie par tous moyens |  |
| Accès aux moyens de communication y compris internet dans tout ou partie de l’établissement |  |
| Accès à un dispositif de sécurité apportant au résident 24H/24H une assistance par tous moyens et lui permettant de se signaler |  |
| Offre de prestation d’animation de la vie sociale : * animations collectives, activités organisées dans l’enceinte de l’établissement
* organisation des activités extérieures
 |  |

**Indiquer les prestations prises en charge dans le cadre du forfait autonomie**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Forfait autonomie** | **Oui** | **Non** |
| Actions de maintien ou entretien des facultés :* physiques
* cognitives
* sensorielles
* la nutrition
* la diététique
* la mémoire
* le sommeil
* les activités physiques et sportives
* l’équilibre et la prévention des chutes
 |  |  |
| L’information, le conseil, le repérage et la prévention des difficultés sociales et de l’isolement social, le développement du lien social et de la citoyenneté |  |  |
| L’information et le conseil en matière de prévention en termes de santé et d’hygiène |  |  |
| La sensibilisation à la sécurisation du cadre de vie et le repérage des fragilités |  |  |

**Activités mises en place : Année N-1**

|  |  |
| --- | --- |
| **Activités mises en place** | **Nombre de participants** |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

**Autres prestations**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nature des prestations** | **Non comprises dans le loyer** |
| **Proposées par l’établissement** |
| Soins infirmiers  |  |
| Chambre d'hôte |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
| **Proposées par les services extérieurs** |
| Ménage du logement |  |
| Pédicure |  |
| Coiffeur |  |
|  |  |
|  |  |

**Profil des résidents**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Profil des résidents** | **Nombre** | **%** |
| Régime de retraite d'appartenance* Régime général
* MSA
* Autres

**TOTAL** |  | %%%100 % |
| Répartition par GIR* GIR 5 -6
* GIR 4
* GIR 1 à 3

**TOTAL** |  | %%%100 % |

# 5. DIAGNOSTIC D’OPPORTUNITE

## 5.1 Recueil des besoins des résidents, des familles, du personnel et des intervenants

|  |  |
| --- | --- |
| **Documents à joindre** | **Date de réalisation** |
| Evaluation interne |  |
| Evaluation externe |  |
| Questionnaires de satisfaction |  |
| Autres : à citer |  |
|  |  |

## 5.2 Analyse de la prise en compte des besoins dans le projet d'établissement

* Document finalisé à transmettre, si non préciser s’il est en cours de réécriture.

# 6. BATI

6.1 Etat des lieux du bâti : Transmettre le diagnostic

|  |
| --- |
| **Nature des travaux réalisés depuis l'ouverture**  |
| **Travaux réalisés par le propriétaire** | **Année** |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  **Travaux réalisés par le gestionnaire** | **Année** |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Nature des diagnostics effectués** | **Travaux réalisés et/ou à réaliser** |
| Accessibilité  |  |
| Sécurité incendie |  |
| Electricité |  |
| Thermique |  |
| Acoustique |  |
| Hygiène |  |
| Amiante |  |
| Radon  |  |

## Descriptif du projet faisant l’objet d’une demande de financement (travaux, aménagement, équipement)

* **Transmettre une étude de besoins et d'opportunité stratégique : motivations, projet d'établissement, besoin en matière d’hébergement sur le territoire**

 **Préciser si les travaux sont ou seront réalisés en plusieurs phases :**

* **Impact des travaux sur les résidents**:

|  |  |
| --- | --- |
|  | OUI / NON / A DETAILLER |
| Déménagement des résidents |  |
| Relogement temporaire |  |
| Améliorations attendues (à détailler) |  |

6.3 Performances énergétiques

* La réglementation impose une réduction de la consommation d’énergie finale des bâtiments à usage tertiaire (article 175 de la loi Elan et décret n°2019-771 du 23 juillet 2019 relatif aux obligations d’actions de réduction de la consommation d’énergie finale dans les bâtiments à usage tertiaire[[8]](#footnote-8)) afin de lutter contre le changement climatique. Celle-ci impose une réduction d’au moins -40% en 2030, -50% en 2040 et -60% en 2050 par rapport à une année de référence qui ne peut être antérieure à l’année 2010. La Cnav souhaite viser la réduction de -50% d’ici 2040.

**Démarches engagées pour répondre aux objectifs de la loi Elan :**

* Quelles mesures sont mises en place pour améliorer la performance énergétique des bâtiments ?
* Quels équipements performants sont installés ? Quels dispositifs de contrôle et gestion active de ces appareils sont mis en place ?
* Quelles sont les modalités d’exploitation de ces équipements ?
* Quelles actions sont mises en œuvre pour adapter les locaux à un usage économie en énergie et améliorer le comportement des occupants ?

Indicateurs :

Remplacement d’une chaudière au fioul  oui [ ]  non [ ]

Gain d'économie d'énergie :

|  |  |
| --- | --- |
| Consommation en kWhef/m²an avant travaux | Consommation estimée en kWhef/m²an après travaux |
|  |  |

Réduction d’émission des gaz à effet de serre :

|  |  |
| --- | --- |
| Consommation en kgeqCO2/an avant travaux | Consommation estimée en kgeqCO2/an après travaux |
|  |  |

*Référence réglementaire :* [*https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=7A8D1D9967EB25B348E5ED5E26323E44.tplgfr23s\_1?idArticle=LEGIARTI000025624087&cidTexte=LEGITEXT000020491551&dateTexte=20120316*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=7A8D1D9967EB25B348E5ED5E26323E44.tplgfr23s_1?idArticle=LEGIARTI000025624087&cidTexte=LEGITEXT000020491551&dateTexte=20120316)

* 1. Descriptif des logements et des locaux collectifs avant, pendant et après travaux si modifications apportées suite aux travaux

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Logements** | **Nombre de logements avant travaux** | **Superficie** | **Nombre de logements touchés par les travaux** | **Superficie** | **Nombre de logements après travaux** | **Superficie** |
| Logement type studio / T1 |  |  |  |  |  |  |
| Logement type T2 |  |  |  |  |  |  |
| Hébergement temporaire |  |  |  |  |  |  |
| Autres : à citer : |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **TOTAL** |  |  |  |  |  |  |
| **Nature des locaux collectifs à l’issue des travaux** | **Superficie** |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |

* 1. Calendrier de l’opération (annexe 3 à compléter également)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Demande (s) d’aide (s) financière (s)** **(1)** | **Permis de construire** **ou déclaration préalable (1)** | **Signature des marchés** | **Démarrage des travaux**  | **Durée** **des travaux** |
|   | **Date de dépôt :** **Date d’obtention :**  |   |   |   |

1. Joindre les documents

##  Normes architecturales

* **Indiquer la réglementation prise en compte**

##  Approche environnementale

* **Préciser :**

**Application des cibles de la démarche qualité HQE (Haute Qualité Environnementale) : éco-construction, éco-gestion, confort et santé**

**Traitement des déchets**

**Performance technique du bâtiment**

## 6.7. Technologies de l'information et de la communication pour l'autonomie

|  |  |
| --- | --- |
| **EQUIPEMENTS PREVUS** | **OUI/NON ou à détailler** |
| Volets roulants |  |
| Prises électriques à hauteur adaptée |  |
| Détecteurs de présence |  |
| Centrale d’appel d’urgence |  |
| Système d’éclairage automatique dans les logements |  |
| Barres d’appui |  |
| Interphone ou visiophone |  |
| Motorisation ou ouverture automatisée des portes d’entrée de la structure  |  |
| Domotique (à préciser) |  |
| Connexion WIFI et accès internet |  |
| Espace collectif avec postes informatiques |  |
| Signalétique et éclairage adapté dans les couloirs |  |
| Autres à préciser :  |  |

# 7. COUT, FINANCEMENT ET RESTE A CHARGE POUR LES RESIDENTS

##  Cout du projet : Date du chiffrage :

|  |  |
| --- | --- |
| **Stade : APS** o  **APD o Appel d'Offres** o  **Signature des Marchés** o |  |

##  Plan de financement



1. Préciser la durée de remboursement des prêts

**Commentaires**

##  Tarifs d'hébergement après travaux si modification

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **LOGEMENTS APRES TRAVAUX** | **Nombre** | **Montant du loyer mensuel****(toutes charges comprises)**  |
| Logement type studio / T1 |   |  € |
| Logement type T2 |   |  € |
| Hébergement temporaire |   |  € |
| Autres : à citer : |   |  € |
|  |   |  € |
|  |   |  € |

**Commentaires**

* 1. Informations du public de l’aide financière
* Dispositions prévues pour informer le public de l’aide financière accordée par la caisse

# 8. VIE SOCIALE ET PREVENTION DU BIEN VIEILLIR

## Le Projet d’animation sociale

* 1. Activités proposées ou envisagées :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Activités culturelles** | **Oui**  | **Non**  |
| Revue de presse |  |  |
| Bibliothèque |  |  |
| Ordinateur à disposition + Wii |  |  |
| Initiation à l’Internet |  |  |
| Accès à la Télévision |  |  |
| Jeux de société /Jeux de cartes/Lotos |  |  |
| Séances de contes et d’histoires |  |  |
| Goûters thématiques (anniversaire, musical, dansant…) |  |  |
| Atelier pâtisserie |  |  |
| Travaux manuels : Couture/Tricot… |  |  |
| Atelier théâtral/musical/peinture/Chorale |  |  |
| Rencontre intergénérationnelle |  |  |
| Pique-nique |  |  |
| Organisation séjour vacance |  |  |
| Animations saisonnières :Mardi gras/Fête de la musique/Fête des lumières, Pâques… |  |  |
| Sorties : Cinéma/Musée/Expos |  |  |
| **Prévention de la perte d’autonomie** | **Oui** | **Non** |
| Gymnastique douce |  |  |
| Accompagnement à la marche |  |  |
| Atelier prévention des chutes / Jeux d’équilibre |  |  |
| Atelier mémoire |  |  |
| **Ateliers bien-être** | **Oui** | **Non** |
| Information sur l’hygiène alimentaire |  |  |
| Ergothérapie / Séances de relaxation / Massage |  |  |
| Soins esthétiques / Manucure / Coiffeur |  |  |
| Jardin thérapeutique |  |  |
| **Participation à la vie de l’institution** | **Oui** | **Non** |
| Cuisine |  |  |
| Jardinage / Bricolage / Décoration |  |  |
| **Activités ouvertes sur l’extérieur (séniors, enfants)** | **Oui** | **Non** |
| Restauration |  |  |
| Animation |  |  |

* 1. Mutualisation inter-structures

|  |  |
| --- | --- |
| **Liste des partenaires** | **Convention signée : oui ou non** |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

* 1. Une équipe d'animation

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Liste des postes** | **Nombre** | **ETP** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

##  Le Conseil de la Vie Sociale

|  |  |
| --- | --- |
| **Composition** | **Nombre** |
| Représentant des bénéficiaires |  |
| Représentant des familles de bénéficiaires |  |
| Représentant du personnel |  |
| Représentant de l’organisme gestionnaire |  |

**Fait à**

**Le**

**SIGNATURE et TAMPON**

**Annexe 4 : Dossier de candidature tiers lieux**

**Appel à projets**

**« PAI 2024 – tiers lieux »**

**Dossier de candidature**

*Le présent dossier doit être rempli, signé et adressé avec ses pièces jointes par courriel à votre* ***CARSAT*** *avant le 31 mai 2024. Un accusé de réception vous parviendra et la réponse de sa sélection vous sera notifiée avant le 31 décembre 2024.*

**IDENTIFICATION DU PORTEUR DE PROJET**

**Nom de la Résidence autonomie :**

Numéro FINESS géographique de la Résidence autonomie :

**Adresse :**

**Département :**

**Contact projet :** nom/ fonction/ tel/ mail…

Nbre de places autorisées : ………………….

Nbre de places habilitées à l’aide sociale : ……….

**Nombre de salariés permanents :**

Nombre de bénévoles et de jeunes en service civique (*le cas échéant*) :

Nom et adresse du gestionnaire (*si différent*) :

**Catégorie de l’établissement :**

* public
* privé non-lucratif
* privé lucratif

**Titre du projet : ………………………………………………………………………………..**

1. **Le projet**

1.1 **Décrivez votre projet** (3 pages max)

*Précisez les objectifs, comment sera conçu le lieu, quel sera son fonctionnement, quels types d’activités sont envisagés, qui sera associé à l’élaboration du programme*

1.2 **Décrivez le ou les lieux identifiés et les travaux envisagés** pour le projet (1 page max)

*Précisez où il se situe, sa taille, ses caractéristiques, son état, le type de travaux / d’aménagement / d’équipement prévus*

1.3 **Eco-responsabilité du projet (1 page max)**

*Si les travaux concernent le bâti précisez les gains énergétiques par rapport au décret tertiaire.*

*Précisez la démarche éco-responsable du projet (aménagement, équipement, mises aux normes,…)*

1.4 **Impact attendu** (10 lignes max)

*Le projet sera réussi si…* (complétez)

1.5 **Originalité** (10 lignes max)

*Pourquoi devrions-nous sélectionner votre projet ? Qu’est-ce qui fait selon vous son intérêt, son originalité ?*

1. **Partenariat et gouvernance**

2.1 **Qui est ou qui sont le(s) partenaire(s) associé(s)** au tiers-lieu ? (20 lignes max)

*Précisez leur nature, leur implication dans la conception et l’animation du tiers-lieu*

* 1. **Quelle gouvernance ?**

La spécificité du tiers-lieu est d’offrir un espace imaginé et co-animé avec les utilisateurs de l’espace puisqu’il s’appuie sur le « faire-ensemble ». Il est donc important de prévoir une large place à la dimension collaborative du projet, que ce soit dans son élaboration que dans son fonctionnement.

**Pilotage**

*Comment va être piloté le projet, par qui, en s’appuyant sur quelles ressources ? (5 lignes max)*

**Participation**

*Expliquez comment vous allez impliquer une grande diversité de parties prenantes : voisins et habitants de tous âges, institutions et commerçants riverains, professionnels de la résidence autonomie, résidents et leurs proches… (10 lignes max)*

**Avis et implication du CVS (conseil de la vie sociale) dans le projet** (5 lignes max)

1. **Calendrier du projet**

3.1 **Décrivez les grandes étapes du projet** (15 lignes max)

*Précisez le calendrier prévisionnel des travaux et aménagements*

3.2 **Perspectives de pérennisation du projet** (5 lignes max)

1. **Budget**

Coût total du projet TTC :………………€

**Montant sollicité : ………………€**

*Votre projet va-t-il générer des recettes ? Sur quel type d’activités ? (3 lignes max)*

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **DÉPENSES** | Montants HT | Montants TTC | **RECETTES** | Montants HT | Montants TTC |
| **Charges de personnel affectées au projet** |  |  | **Subventions acquises** |  |  |
| * Contractuel
* Stagiaire rémunéré
* Gratification de service civique
 | €€€ | €€€ | * Subvention 1 (précisez)
* Subvention 2 (précisez)
 | €€ | €€ |
| **Achat de prestations** |  |  | **Subventions en cours de demande** |  |  |
| * Prestation d’ingénierie de projet, coordination, DSL
* Prestation d’AMO travaux
 | €€ | €€ | * **Subvention sollicitée CNSA** :
* Subvention 2
 | €€ | €€ |
| **Dépenses aménagement / travaux** |  |  | **Recettes hors subventions** |  |  |
| Travaux | € | € | Participation en fonds propres et/ou autofinancement de la résidence autonomie | € | € |
| **Autres achats** |  |  | **Autres** |  |  |
| ÉquipementMobilierAutre (précisez) | €€ | €€ | **Préciser : ……………** | € | € |
| **TOTAL DES DÉPENSES**  |  **€** |  **€** | **TOTAL DES RECETTES**  |  **€** |  **€** |

NOM et TITRE DU SIGNATAIRE**: DATE :**

**SIGNATURE :**

1. **Pièces à joindre**

**Pièces obligatoires** :

* Devis des travaux
* Devis pour une prestation en AMO le cas échéant
* Lettre d’engagement des partenaires
* Délégation de signature du signataire
* Arrêté d’autorisation de l’établissement
* IBAN (en cas de trésorerie générale, joindre une attestation de la trésorerie faisant apparaître le nom du titulaire du compte)

*Pour les établissements publics :*

* délibération du conseil d’administration approuvant le projet

*Pour les associations :*

* copie de la publication au JO ou récépissé de déclaration en préfecture
* statuts

*Pour les sociétés commerciales :*

* extrait du Kbis,
* inscription au registre du commerce

**Pièces pouvant être jointes au dossier (facultatif)** :

Vous pouvez adjoindre votre dernier rapport d’activité ainsi que des photos, afin de permettre au jury de se faire une idée de l’environnement du projet.

Un avis formalisé du CVS sur le projet serait un plus.

Le présent dossier doit être rempli, signé et adressé avec ses pièces jointes par courriel à votre caisse régionale compétente avant le 31 mai 2024.

Retrouvez la liste des coordonnées des caisses régionales dans le cahier des charges de l’appel à projets.

ATTENTION : pour faciliter la bonne réception du projet par la caisse régionale, merci de bien veiller à ce que le poids total de votre courriel portant candidature n’excède pas 5 Mo.

Un accusé de réception vous parviendra et la réponse de sa sélection vous sera notifiée avant le 31 décembre 2024.

**Annexe 5 : Coordonnées des caisses régionales**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Caisse** | **Départements** | **Nom des référents de la caisse régionale** | **Coordonnées téléphoniques / mail** | **Adresse postale** |
| Carsat Alsace-Moselle | Moselle (57), Bas-Rhin (67), Haut-Rhin (68) | Sandrine BREITEL | 03.88.25.25.01polepretsetsubventions@carsat-am.fr  | 36, rue Doubs 67077 Strasbourg Cedex |
| Carsat Aquitaine | Dordogne (24), Gironde (33), Landes (40), Lot-et-Garonne (47), Pyrénées-Atlantiques (64) | Nelly GIVRAN | 05 56 11 64 62nelly.givran@carsat-aquitaine.fr | 80 avenue de la JallèreQuartier du Lac33053 BORDEAUX CEDEX |
| Carsat Auvergne | Allier(03), Cantal (15), Haute-Loire (43), Puy-de-Dôme (63) | Arnaud VILLAUME | 04 73 42 89 67arnaud.villaume@carsat-auvergne.fr | 5 rue Entre les Deux Villes 63036 CLERMONT-FERRAND CEDEX 9 |
| Carsat Bourgogne et Franche-Comté | Côte d’Or(21), Doubs (25), Jura (39), Nièvre (58), Haute-Saône (70), Saône-et-Loire (71), Yonne (89), Territoire de Belfort (90) | Maryse JAVOY Mariette DE FREITAS | 03 80 33 11 6403 80 33 11 65prets.subventions@carsat-bfc.fr | 46 rue Elsa Triolet21044 DIJON CEDEX |
| Carsat Bretagne | Côtes d'Armor (22), Finistère (29), lle-et-Vilaine (35), Morbihan (56) | Cécilia ROMERO | 02 99 26 74 84cecilia.romero@carsat-bretagne.fr | 236 rue de Châteaugiron 35030 RENNES CEDEX 9 |
| Carsat Centre-Ouest | Charente (16), Charente-Maritime (17), Corrèze (19), Creuse (23), Deux-Sèvres (79), Vienne (86), Haute-Vienne (87) | Marie Christine JUDE | 05 55 45 39 61marie-christine.jude@carsat-centreouest.fr | 37 avenue du Président René Coty87048 Limoges cedex |
| Carsat Centre Val de Loire | Cher(18), Eure-et-Loir(28), Indre (36), Indre-et-Loire (37), Loiret (45), Loir-et-Cher(41) | Arnaud POIRIER | 02 38 81 54 35arnaud.poirier@carsat-centre.fr | 30 boulevard Jean Jaurès 45033 Orléans CEDEX 1 |
| Carsat Hauts de France | Aisne (02), Nord (59), Oise (60), Pas-de-Calais (62), Somme (80) | Sophie VANDECAVEYE Sarah LEVEUGLE(responsable de service) | sophie.vandecaveye@carsat-nordpicardie.frsarah.leveugle@carsat-nordpicardie.fractions.collectives@carsat-nordpicardie.fr | 11 allée Vauban 59662 VILLENEUVE D’ASCQ CEDEX |
| Cnav Ile-de-France | Paris (75), Seine-et-Marne (77), Yvelines (78), Essonne (91), Hauts-de-Seine (92), Seine-Saint-Denis (93), Val-de-Marne (94), Val-d’Oise (95) | Joachim DA SILVAChargé d’action sociale, référent lieux de vie collectifs | 01 55 45 21 88dasif-lvc@cnav.fr | Cnav Ile-de-FranceDirection de l’action Sociale Ile-de-France110 avenue de Flandre75951 Paris Cedex 19 |
| Carsat Languedoc-Roussillon | Aude (11), Gard (30), Hérault (34), Lozère (48) Pyrénées Orientales (66) | Valérie BRUGUIEREResponsable du secteur des Aides Collectives et des PartenariatsAction Sociale et Santé | action.sociale@carsat-lr.fr | 29 cours Gambetta CS 4900134068 MONTPELLIER CEDEX 2 |
| Carsat Midi-Pyrénées | Ariège (09), Aveyron (12), Haute-Garonne (31), Gers (32), Lot (46), Hautes-Pyrénées (65), Tarn (81), Tarn-et-Garonne (82), | Manon BELOTChargée d'Action Sociale CollectiveService Action SocialeCamille D’AMORE responsable service action sociale  | 05 62 14 27 96 toulousebalresidenceautonomie@carsat-mp.fr | 2 rue Georges Vivent 31065 TOULOUSE CEDEX 9 |
| Carsat Nord-Est | Ardennes (08), Aube (10), Marne (51), Haute-Marne (52), Meurthe-et-Moselle (54), Meuse (55), Vosges (88) | Nadine FRIRYChristophe ROYET | 03.83.34.48.74nadine.friry@carsat-nordest.fr03.83.34.49.09christophe.royet@carsat-nordest.fr | 81-83-85 rue de Metz 54073 NANCY CEDEX |
| Carsat Normandie | Calvados (14), Eure (27), Manche (50), Orne (61), Seine-Maritime (76) | Sophie NOBLET | 02.35.03.48.54 PAI@carsat-normandie.fr | Avenue du Grand Cours 76028 ROUEN CEDEX |
| Carsat Pays de la Loire | Loire-Atlantique (44), Maine-et-Loire (49), Mayenne (53), Sarthe (72), Vendée (85) | Cécile GIRARD-DUCROCQ et Frédérique GADIOU | nantesbalactionsocialecollective@carsat-pl.fr | 2 place de Bretagne 44932 NANTES CEDEX 09 |
| Carsat Rhône-Alpes | Ain (01), Ardèche (07), Drôme (26), Isère (38), Loire (42), Rhône (69), Savoie (73), Haute-Savoie (74) | Nathalie VOGEResponsable du Département Projets et Partenariats –Direction de l’Action Sociale | 04.72.91.96.84nathalie.voge@carsat-ra.frlieux.vie.collectifs\_ra@carsat-ra.fr | 69436 LYON CEDEX 3 |
| Carsat Sud-Est | Alpes de Haute-Provence (04), Hautes-Alpes (05), Alpes-Maritimes (06), Bouches-du-Rhône (13), Corse-du-Sud (2a), Haute-Corse (2b), Var(83), Vaucluse (84) | Marion AMBROSETTIFlorent BRETHOUValérie MERLIN | 04 91 85 97 53 marion.ambrosetti@carsat-sudest.fr 04 91 85 78 15 florent.brethou@carsat-sudest.fr 04 91 85 76 31 valérie.merlin@carsat-sudest.fr /  | 35 rue George 13386 MARSEILLE CEDEX 20 |
| CGSS Guadeloupe | Guadeloupe (971) | Wylene LEDRECKResponsable de service action sociale retraite Viviane BORICAUD Adjoint de la DAP - manager de secteur en charge du pôle social Annick MINATCHY-CELMA Ingénieur conseil régional en charge de la direction accompagnement et prévention | wylene.ledreck@cgss-guadeloupe.frviviane.boricaud@cgss-guadeloupe.frannick.minatchy-celma@cgss-guadeloupe.fr | BP 997181 Les Abymes Cedex |
| CGSS Martinique | Martinique (972) | Patricia CHEVON | 05 96 66 50 51Patricia.chevon@cgss-martinique.fr | Place d’Armes 97210 LE LAMENTIN CEDEX 2 |
| CGSS Réunion | Réunion (974) | Hélène MERCADIER | 02 62 40 35 34Helene.mercadier@cgss.re | 4, boulevard DoretCS 5300197741 Saint Denis Cedex |
| CGSS Guyane | Guyane (973) | Christophe CANTITEAU | 06 94 40 03 27christophe.cantiteau@cgss-guyane.fr  | Espace Turenne Radamonthe - Route de Raban - BP 701597307 CAYENNE CEDEX |

1. La loi ASV autorise, dans le cadre d’un projet d’établissement à visée intergénérationnelle, les résidences autonomie à accueillir des personnes handicapées, des étudiants ou des jeunes travailleurs, dans des proportions inférieures ou égales au total à 15% de la capacité autorisée. [↑](#footnote-ref-1)
2. https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000038812251 [↑](#footnote-ref-2)
3. Développement social local : modalité d’intervention collective sur un territoire donné, qui mobilise divers acteurs locaux et diverses ressources, afin d’organiser l’expression d’un pouvoir d’agir citoyen et partenarial autour d’actions concrètes de lien et de solidarité. [↑](#footnote-ref-3)
4. Pour pouvoir solliciter le financement d’une prestation d’AMO pour les travaux, il faut solliciter également le financement d’une opération de travaux de restructuration [↑](#footnote-ref-4)
5. https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000038812251 [↑](#footnote-ref-5)
6. L’AMU peut se définir comme un domaine d’activités et de missions professionnelles visant à intégrer les besoins et les aspirations des usagers et à associer ceux-ci à certains choix/ décisions du cadre de vie bâti, de la phase « stratégie amont » à l’exploitation. C’est donc la prise en compte des besoins/pratiques/attentes/difficultés des usagers d’un lieu dans la définition d’un projet. [↑](#footnote-ref-6)
7. https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000038812251 [↑](#footnote-ref-7)
8. https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000038812251 [↑](#footnote-ref-8)